

*Débat spécial*

mographique, la dégradation de l'environnement, l'injustice sociale et le non-respect des droits de la personne.

Une initiative dirigée par Bush et les États-Unis en Somalie n'est peut-être pas la meilleure façon d'entrer dans la nouvelle communauté mondiale.

Qu'est-ce qui fait défaut dans cette décision? Qu'est-ce qui fait défaut pour nous, au Canada, et probablement aussi pour le monde entier? En tant que Canadiens, que devons-nous nous assurer d'avoir en place si nous devons participer à ce genre d'intervention à l'avenir?

Premièrement, je crois qu'il est nécessaire de définir le principe de l'intervention humanitaire. Qu'est-ce que cela veut dire? Une intervention militaire est-elle justifiable en Somalie parce que l'ordre civil s'est effondré, parce que la famine menace la population toute entière et parce que toutes les autres initiatives de maintien de la paix ont échoué? Une intervention rapide est-elle absolument nécessaire? Est-ce que ce seront là les critères utilisés pour toutes les interventions à l'avenir? Ou encore les Nations Unies ont-elles franchi la ligne en ce qui concerne la souveraineté dans cette situation particulière? Faut-il redéfinir la souveraineté d'une façon qui n'aurait pas permis aux Nations Unies de prendre ce genre de mesure dans le passé?

Deuxièmement, il doit y avoir un échéancier. Pour éviter le syndrome du Viêt-nam et pour éviter une guerre continuelle, nous devrions fixer un délai à l'expiration duquel le Conseil de sécurité, ou du moins le secrétaire général, serait tenu de renouveler le mandat des troupes. Cela ne s'est pas fait cette fois-ci, mais nous devrions reconnaître cela comme une nécessité à l'avenir.

Troisièmement, nous devrions avoir davantage d'alliés. Une initiative américaine dirigée par les États-Unis ressemble trop à l'opération Tempête du désert. La participation des Européens et d'autres États africains rendrait l'intervention beaucoup plus acceptable pour bien des peuples, et pour les Somaliens aussi, j'en suis certain.

Ce genre d'initiative devrait être dirigée par les Nations Unies. Encore une fois, le commandement américain n'est pas apprécié par bien des peuples. Un commandement multinational cadrerait mieux avec les Nations Unies et ne contribuerait pas à faire ressortir l'image de policier mondial des États-Unis.

Quatrièmement, nous devrions définir les buts maintenant. Il est évident que les buts à court terme consistent à apporter de l'aide humanitaire et à désarmer les factions qui se font la guerre en Somalie.

• (2110)

Quels sont les objectifs à long terme et qui les accomplira? Est-ce là le genre d'intervention à laquelle on peut s'attendre systématiquement dans l'avenir? Il faut établir

des objectifs à long terme, non seulement en Somalie, mais dans les autres pays où les Nations Unies interviennent, et il faudra prendre des mesures pour aider les Somaliens à se bâtir une nouvelle société.

De nombreuses ONG canadiennes sont actives dans la corne de l'Afrique. Leurs représentants se sont réunis les 26 et 27 novembre, à Ottawa. L'idée d'une intervention dans ce cas particulier a été évoquée avant la réunion. Les représentants se sont dit très inquiets. Ils ont dit qu'un projet d'intervention massive pourrait compromettre les perspectives de paix à long terme dans la région, mais ils ont reconnu qu'une intervention est possible et qu'elle est probablement absolument nécessaire dans les circonstances.

Ils disent toutefois qu'elle devrait être limitée. Il ne faut faire que ce qui est absolument nécessaire, et l'intervention devrait être supervisée. Elle ne devrait pas être confiée aux États-Unis. Elle devrait être dirigée par une partie qui peut porter un regard objectif sur la situation. Il faudrait aussi mener l'intervention en tenant compte des réalités régionales de ce pays. En d'autres termes, même s'ils estiment qu'une intervention est nécessaire, les représentants des ONG sont inquiets et ils souhaitent vivement qu'elle soit menée convenablement.

Voilà le message que je veux vous livrer ce soir. Si nous intervenons à nouveau dans l'avenir ou comme nous l'avons fait dans le passé, en vertu de nouvelles conditions, nous devons bien établir ces conditions afin que notre intervention soit bien menée, que nous n'augmentions pas les risques et que nous améliorions la situation pour l'avenir.

[Français]

**Le président suppléant (M. Pronovost):** La Chambre entendra maintenant deux députés de l'opposition officielle pour une période de 20 minutes qui sera divisée en deux. Les prochaines dix minutes seront allouées au député de Bonavista—Trinity—Conception.

[Traduction]

**M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir participer au débat sur la motion dont nous sommes saisis ce soir.

À l'instar de tous nos collègues, j'ai suivi l'évolution de la situation au cours des derniers mois, voire ces derniers jours, depuis l'annonce plus ou moins officielle de l'envoi de troupes dans la région. Le débat de ce soir me rappelle, à bien des égards, celui que nous avons tenu il y a près de deux ans sur l'envoi dans le golfe de jeunes marins, soldats et pilotes canadiens qui s'exposent toujours à des risques lors d'une mission de maintien de la paix, mais qui couraient des risques plus grands que jamais dans le golfe.